

Sommaire

Pour le mois de janvier on a sciemment choisi de focaliser notre analyse sur les mouvements sociaux qui ont secoué la Tunisie au début du mois; car nous estimons que ces mouvements sont révélateurs d'une problématique centrale et structurante de l'avenir du pays

La Tunisie est entrée avec la révolution dans une transition politique et vit de ce fait et sans conteste une période charnière de son existence. Elle n'est pas la seule nation à vivre une telle expérience dont on sait qu'elle est à la fois une période de grande fragilité mais aussi de nombreux espoirs.

Ces expériences passées nous apprennent qu'une transition bien gérée peut conduire à un bond qualitatif à tous les niveaux (économique, social et culturel) mais qu'au contraire une transition mal gérée peut conduire au désespoir de l'opinion publique pouvant alimenter une dérive populiste ou provoquer un retour à l'autoritarisme.

La Tunisie traverse cependant une période de flottement dangereux qui perdure. Elle ne progresse pas assez par rapport à ses ambitions et son potentiel.

Le pays n'arrive toujours pas à s'affranchir des anciens modèles que ce soit sur le plan économique et social ou sur le plan politique et de la gouvernance.

Ce blocage creuse la fracture sociale et exaspère l'existence absurde et révoltante de deux Tunisie.

Par ailleurs, le pays demeure confronté à deux défis stratégiques :

- Briser la dynamique de la corruption qui gagne du terrain et gangrène l'ensemble du système;
- Mettre en place une approche nationale pour faire face aux bouleversements stratégiques de la donne géopolitique.

Des choix politiques s'imposent. Les politiques tardent à l'assumer, les dangers guettent le pays, l'impatience et la déception gagnent du terrain et le temps commence à jouer contre nous.

Joussour présentera mensuellement une lecture des faits saillants du mois sous l'angle de ce diagnostic pour participer à détecter les failles et mettre en relief les avancées qui poussent vers le déblocage de la transition.

La Tunisie a été au début du mois de Janvier 2018 le théâtre de nouvelles manifestations sociales. Dans plusieurs villes du pays et dans certains quartiers de la capitale, des heurts ont opposé manifestants et forces de l'ordre. Par ailleurs des actes de violence et de vandalisme ont été enregistrés au cours de plusieurs nuits. Suite à ces mouvements, les observateurs ont dressé un bilan d'une victime, de dizaines de blessés et de centaines d'arrestations.

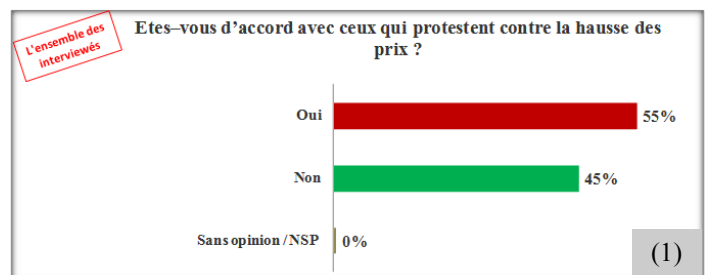
Il est nécessaire de rappeler que l'agitation sociale est bien récurrente, comme l'avaient illustré les poussées de fièvre de Janvier 2016 ou du printemps 2017. Ainsi, les mouvements sociaux de ce mois de Janvier ne représentent qu'un nième cri d'alerte.

En effet, même si les hausses d'impôt établies par la loi de finances de l'année 2018 en vue de rétablir les équilibres des comptes publics ont mis le feu aux poudres elles ont cependant révélé l'intensité et la profondeur du malaise de la population face à la crise économique et sociale qui semble s'éterniser. Depuis 2011, les finances publiques ont continué à se détériorer, les progrès des réformes structurelles demeurent limités et l'enchaînement des déficits a entraîné une forte dépréciation du dinar.

Le suivi, et le sondage des tendances de l'opinion publique

sur ces événements nous ont permis de faire les constats suivants :

-La majorité de l'opinion publique a exprimé son malaise face à la cherté du coût de la vie et par conséquent, elle a apporté son soutien aux manifestations pacifiques contre la hausse des prix (1).



La condamnation des mouvements nocturnes est sans équivoque. Ces manifestations sont fermement et massivement considérées comme des actes criminels de pillage et de vandalisme (2) et de surcroît manipulés (3) mais sans être pour autant perçus comme un complot contre l'Etat (4).

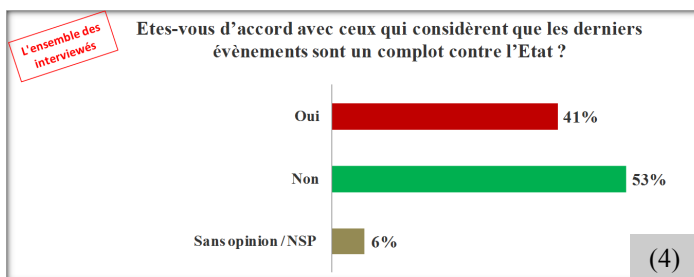
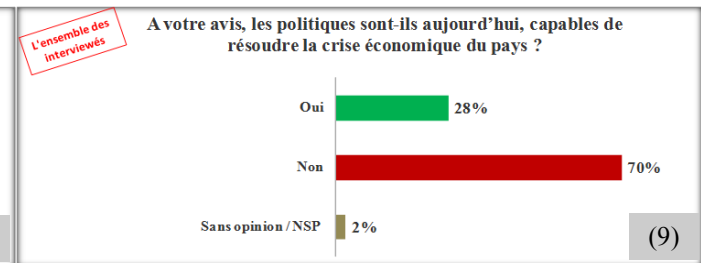
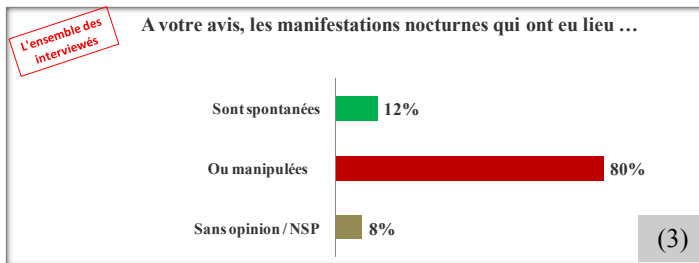
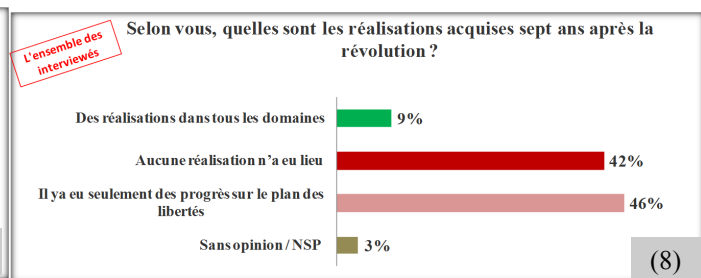
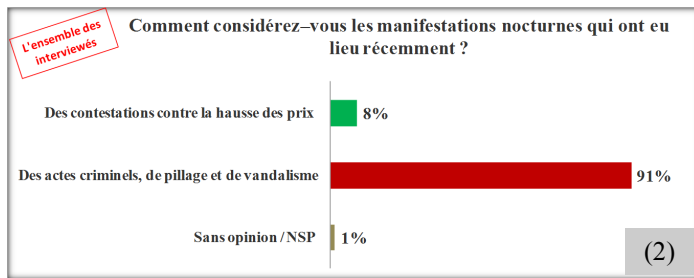
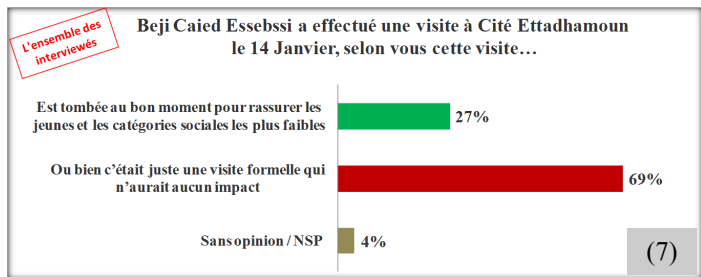
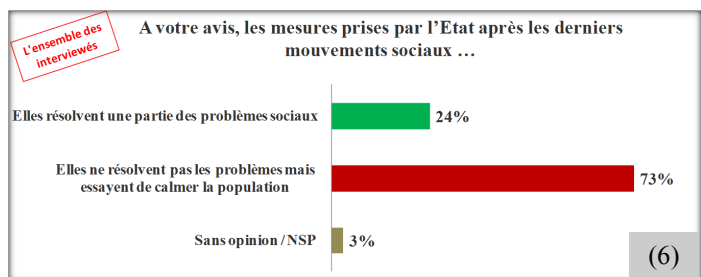
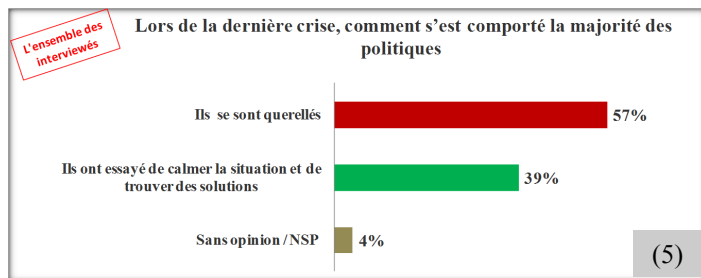
- La majorité de l'opinion publique a jugé que lors de la dernière crise sociale, les politiques étaient plutôt occupés par leurs querelles que par l'apaisement de la crise et la recherche de solutions idoines (5).

Par ailleurs, une majorité plus consistante des personnes sondées a jugé que les mesures prises par l'Etat manquent d'efficacité car elles ne résolvent pas les problèmes mais essaient de calmer la population (6).

Dans ce cadre, la visite effectuée par le président de la république à la cité Ettadhamoun le 14 Janvier à l'occasion de la commémoration de la fête de la révolution de 2011, est considérée comme une visite formelle qui n'aurait aucun impact sur les jeunes et sur les catégories sociales les plus faibles (7).

L'opinion publique est presque unanime à ne pas voir de réalisations dans le domaine économique et social depuis la révolution (8).

Sa confiance dans la capacité des politiques à résoudre la crise économique du pays est bien limitée (9).



l'ancien modèle de développement agonise car il est incapable d'assumer la révolution qui s'est faite dans les esprits des tunisiens et rien d'autre qu'un nouveau paradigme avec le social dans son épiscentre ne pourra sortir le pays de son marasme.

Au-delà de toute polémique, ces événements sont en vérité une énième sonnerie du glas du modèle de développement économique et social pratiqué en Tunisie depuis des décennies.

Ce modèle dont les caractéristiques fondamentales sont le centralisme et l'économie de rente avec son corollaire d'exclusions agonise car il est incapable d'assumer la révolution qui s'est faite dans les esprits des tunisiens. Il s'est transformé en obstacle à leurs aspirations et notamment les jeunes, au développement, à l'épanouissement et à la prospérité. Il est devenu par la même une entrave à tout processus démocratique.

La décadence de ce modèle est due en grande partie à son incapacité à trouver les remèdes à l'un des maux les plus structurels du pays qui sont les inégalités qui se sont ancrées avec le temps dans le vécu sociétal au point de devenir une réalité criante, blessante et de plus en plus insupportable.

En Tunisie, la question des inégalités a sillonné l'histoire du pays et a été présente à tous les tournants de son cours, modulant son évolution. Elle s'est manifestée lors de la révolution qui constitue un moment fort de son exacerbaton face à la surdité du système autocratique alors en place.

Les nouveaux gouvernants nantis de la légitimité électorale d'une démocratie en construction ont entretenu la surdité d'antan quant à la revendication pressante et légitime d'une justice sociale.

Sept ans après la révolution contre l'injustice et quatre ans après l'adoption de la nouvelle constitution qui s'inscrivait dans son contexte historique, notre élite notamment politique peine à imaginer un nouveau modèle de développement économique et social qui s'inscrit dans son temps. Elle se contente de raccommoier l'ancien modèle en rupture totale avec la réalité cynique de la coexistence de deux Tunisie dans le même pays.

Les nouveaux gouvernants nantis de la légitimité électorale ont entretenu l'autisme d'antan quant à la revendication pressante et légitime d'une justice sociale

La première dite structurée qui vit dans les grandes villes côtières se reconnaît dans l'ordre étatique, et aspire à la stabilité tout en revendiquant davantage de liberté.

La deuxième composée quant à elle des régions de l'intérieur et des périphéries des grandes villes de la côte, n'a de représentation ni dans l'Etat ni dans la sphère structurée de la société civile ; elle ne se reconnaît pas dans les politiques qu'ils soient autoritaires ou démocrates, n'utilise pas les mêmes instruments d'expression et n'a pas les mêmes codes ; mais réclame très haut la dignité et la justice.

Cette deuxième Tunisie a toujours été appréhendée par la première comme un fardeau, un fief de trouble et de refus de l'autorité de l'Etat ; jamais comme un riche vivier d'opportunités pour un heureux changement qui consolidera la cohésion sociale et garantira à toutes les franges de la population liberté et dignité.

Cette fracture géographique a été encore dramatisée par la détérioration de la situation sociale sous l'effet de la hausse du taux du chômage notamment chez les jeunes, la dégradation de la situation des franges sociales les plus fragiles et la précarisation de la classe moyenne sans aucune distinction géographique. Cette dramatisation a rendu la fracture sociale plus cynique et plus dangereuse pour l'avenir de la transition en Tunisie.

L'élite politique n'est toujours pas consciente de cette fracture et de sa gravité. Face aux mouvements cycliques de l'autre Tunisie, elle reste encore prisonnière du même paradigme et des mêmes discours. On est encore en train de dire des discours désuets et inaudibles répétant qu'il faut d'abord relancer l'économie et qu'il faut laisser faire nos politiques, qu'il faut de la patience, et de la stabilité pour avoir de la croissance et que le reste viendra au moment de la répartition des fruits de cette croissance. L'élite politique n'appréhende pas le social comme une « question » mais plutôt comme un ensemble de problèmes dus au ralentissement de la croissance et que seulement la reprise est capable de résoudre. Les mesures prises entretemps ne sont que des palliatifs provisoires.

Ce discours d'une relance classique aurait pu être audible s'il n'y avait pas eu cette révolution qui a mis à nu la profondeur du fossé social. Cette révolution et cette perception de la fracture sociale sont toujours là dans la tête de chaque jeune chômeur. Et par conséquent rien d'autre qu'un nouveau paradigme avec le social dans son épiscentre ne pourra sortir le pays de son marasme.

Pour s'en sortir il faut donc intégrer très vite et en amont la résorption de cette fracture sociale dans le nouveau modèle économique et social à imaginer et à construire.

Cette entreprise n'est pas une opération technique mais politique et pour réussir elle a besoin de légitimité ; elle doit mobiliser la population et en premier lieu les exclus qu'elle œuvrera à inclure ; car on ne peut pas monter à moitié dans les trains de l'Histoire. Il est impossible de faire grimper une partie du peuple dans le train et de demander à l'autre de l'attendre au prochain stop qu'il pourrait de surcroît ne jamais atteindre. Soit on monte dans le train animé par un projet commun soit on reste sur le quai et on voit le train de l'histoire passer.

Dans cette deuxième Tunisie réside probablement le salut de la transition car c'est dedans que se trouve le potentiel qui va alimenter la nouvelle dynamique de la croissance. Un autre pays « un autre territoire » à reconstruire, une jeunesse assoiffée de développement, d'épanouissement et d'opportunités d'investissement et d'innovation. En fait, les énergies de ce pays n'ont pas réussi à se libérer en totalité car le système s'est grippé et nombreux sont ceux qui n'ont pas profité de la transition.

Il est donc fondamental d'inclure la deuxième Tunisie dans la conception même du nouveau modèle de développement économique et social car c'est dans cette phase que va jaillir l'innovation qui constitue un gage de réussite de cette entreprise.

L'atteinte des taux de croissance de sécurité ne sera possible que si l'on change la gouvernance actuelle

En effet, l'inclusion de la deuxième Tunisie s'inscrit dans un nouveau paradigme qui lie le changement du modèle économique et social au changement du modèle de gouvernance. Or une bonne partie de l'élite continue de considérer qu'il y a d'un côté l'économie qu'il faut relancer avant tout et de l'autre la gouvernance qui peut attendre.

Le préalable est sans doute dans l'autre sens. En effet aussi importante que la fracture sociale, il faut mettre le doigt sur la fracture entre une élite politique satisfaite de « l'image de marque » que la Tunisie renvoie au monde et une population frustrée de ne pas pouvoir jouer son rôle de citoyenneté et désintéressée des batailles que se livrent des partis politiques qui continuent à ignorer ses aspirations à une vie digne.

La condition première et la clé qui nous permettra de sortir de l'ancien paradigme économique et social est de changer le modèle de gouvernance ; car si nous continuons à utiliser les vieux outils dépassés et nos vieux réflexes de gouvernance pour régler nos problèmes économiques, nous n'atteindrons que des taux de croissance insuffisants pour résorber durablement les déficits, l'endettement et le chômage des jeunes... Ces taux sont de surcroît constamment menacés par une révolution sociale toujours prête à éclater.

L'atteinte des taux de croissance de sécurité ne sera

possible que si l'on change la gouvernance actuelle.

Ce changement de gouvernance a été central dans nos débats postrévolutionnaires : nous avons une nouvelle constitution qui l'ordonne, et dans laquelle une décentralisation a été décidée et de nombreuses institutions ont été créées pour être mises en place et fonctionner convenablement, des principes relatifs aux droits fondamentaux, à la gestion de l'argent public, à l'intégrité, à la lutte contre la corruption, au développement local, à l'inclusion... ont été inscrits, mais très peu a été fait pour leur implémentation.

Le changement de modèle de gouvernance ne tarde pas seulement à être mis en place mais certains discours nostalgiques commencent à dénigrer la constitution qui est innocente des maux qu'on lui impute car toujours pas totalement implémentée- et la décentralisation qui est accusée d'être un véhicule de diffusion de la corruption et un danger pour l'intégrité du territoire de la république, etc.

Le blocage du changement du modèle de gouvernance par les tentatives de freiner le processus politique ne pourra jamais faire revenir la Tunisie à un système ancien car la révolution est passée par là pas tant dans les textes que dans les têtes de beaucoup.

Le défi de chaque pays réside dans sa capacité à transformer la menace sociale en une opportunité pour corriger cette défaillance et sauver la cohésion sociale qui constitue le socle de l'ordre étatique et le ciment du système démocratique

Si cette fracture sociale n'est pas propre à la Tunisie car partout dans le monde elle s'est posée avec insistance au moyen orient, en Afrique et même en Amérique et en Europe, le défi de chaque pays réside cependant dans sa capacité à transformer la menace sociale en une opportunité pour corriger cette défaillance et sauver la cohésion sociale qui constitue le socle de l'ordre étatique et le ciment du système démocratique.

Une gestion saine des fortes attentes requiert une nouvelle approche de la question sociale fondée sur une nouvelle gouvernance innovante et inclusive.